Ce que les médias passent sous silence à propos de Cuba

Flavien Ramonet

Depuis le décès de Fidel Castro, les mêmes propos sont répétés en boucle par les journalistes et les hommes politiques : Cuba est l'une des dernières dictatures, elle enferme ses opposants, viole les droits de l'homme et affame son peuple. L'occasion est trop belle pour dire tout et n'importe quoi à ce sujet. Réponse aux mensonges et raccourcis à propos de Cuba.

Ségolène Royal, pour avoir osé dire qu'il **« n'y a pas de prisonniers politiques à Cuba »**, a vu un torrent de boue s'abattre sur elle. Simplement parce qu'elle a eu l'outrecuidance de défendre Cuba. **Car c'est bien cela qui lui est reproché, puisque personne n'a apporté le moindre élément permettant de démentir son affirmation.**

Vous la voyez l'opposition radicale au régime ? Et la bavure digne de la tyrannie policière la plus arbitraire ? Non ? #HeuresLesPlusSombres

Ah non, pardon, en réalité, seul Amnesty International a tenté un truc. Comme unique exemple à charge, l'organisation cite le cas de l'artiste El Sexto, arrêté pour avoir tagué « se fue » (« il est parti », ce que certains interprètent comme une référence au décès de Fidel Castro) sur le mur d'un grand hôtel de la Havane et de plusieurs bâtiments prestigieux ! Scandaleux ! Il est vrai qu'à Paris, si un artiste avait eu l'idée de taguer le Fouquet's ou la Cathédrale Notre-Dame, la police l'aurait probablement applaudi et il n'aurait bien sûr encouru aucune poursuite pénale…

Je ne sais pas qui s'occupe de la com' d'Amnesty International, mais si c'était pour sortir une ânerie pareille, il aurait mieux valu faire comme tous les autres et dénoncer sans preuve, cela aurait été hautement plus crédible…

« Mais peu importe ! » diront les autres. « Cuba est une dictature et rien ne le justifie ! »

Vraiment ? Retour en arrière

De la soumission aux États-Unis à la révolution

Cuba, de 1899 à 1959, était *de fait* une colonie états-unienne. Connue comme étant **« le bordel de l'Amérique »**, l'île était alors gangrenée par la pauvreté, la prostitution, le jeu, les narcotrafiquants, la mafia et autres

malfrats états-uniens venus échapper à la prohibition. Pour se faire une idée, il faut savoir que Miami et Las Vegas n'existaient pour ainsi dire pas avant la révolution cubaine, puisque l'île tenait leur rôle.

Le dictateur Batista (à droite) en visite aux Etats-Unis en 1938.

Lorsque les guérilleros conduits par Fidel Castro rentrent victorieux à la Havane le 8 janvier 1959, ils viennent de renverser la dictature militaire pro-américaine de Fulgencio Batista, **responsable de la mort de 20 000 cubains en sept ans**. Beaucoup reprochent à Fidel Castro de s'être alors rendu coupable d'un nettoyage politique contraire aux droits de l'Homme. Mais de quoi parle-t-on ?

Fidel Castro avait maintes fois appelé la population à ne pas se livrer à la vengeance et à un « bain de sang », mais à laisser la révolution rendre justice. Il y eut donc des procès qui **ordonneront 631 condamnations à mort** et amèneront 146 proches de Batista à être fusillés. Il n'y eut aucun lynchage ou exécution sommaire. **Comparons ces chiffres à une situation similaire : en 1944, lorsque la France fut libérée**, il y eu près de **9 000 exécutions sommaires** et plus de 1 500 condamnés à mort (parmi eux on compte des écrivains et des journalistes, ce qui ne fut pas le cas à Cuba). Il ne viendrait à l'idée de personne de remettre en cause le gouvernement de l'époque ou le Général de Gaulle pour ces faits.

La guerre meurtrière des États-Unis contre Cuba

Le nouveau gouvernement cubain se heurte rapidement à l'opposition des États-Unis. Ces derniers sont irrités par ses réformes et les nationalisations. Ils mettent fin à l'importation de sucre en provenance de l'île (qui

représentait 80 % des exportations de Cuba vers les États-Unis et employait près de 25 % de la population). En 1962, les États-Unis vont jusqu'à imposer un embargo à Cuba qui rompt les relations commerciales entre les deux pays (même alimentaires), et **obligent la majeure partie des pays américains et leurs alliés occidentaux à faire de même**.

191 pays ont condamné l'embargo des Etats-Unis sur Cuba. L'ONU a condamné 18 fois ce qu'elle considère comme un « blocus ».

Tout produit élaboré avec des éléments d'origine cubaine est interdit d'entrée aux États-Unis. Les avoirs de l'État cubain aux États-Unis sont gelés. Les transactions financières sont interdites. Tout échange en dollars avec l'île est sanctionné. Pendant des décennies, il sera interdit aux citoyens états-uniens de se rendre à Cuba. Le but affiché des États-Unis est de **profiter des difficultés que provoque l'embargo pour provoquer la chute de Fidel Castro**.

L'embargo sur Cuba est encore en vigueur aujourd'hui. C'est l'**embargo commercial le plus long de l'époque contemporaine**. Il n'a cessé d'être renforcé par les États-Unis (jusqu'en 2009) : en 1996, la loi Helms-Burton interdit à toute personne ou entreprise dans le monde de commercer des produits issus de biens américains qui ont été nationalisés par le régime cubain après la révolution.

En 2004, l'administration Bush adopte une loi visant à **condamner à dix ans de prison et à un million de dollars d'amende** tout citoyen états-unien se rendant à Cuba sans autorisation, ou avec autorisation mais plus de 14 jours, ou qui dépenserait sur l'île plus de 50 dollars par jour, ou qui

enverrait de l'argent à un proche adhérent du parti communiste local.

L'embargo a donc condamné Cuba à l'autarcie, la poussant dans les bras des soviétiques. En 2014, on estimait les pertes directement liées à l'embargo à **116 milliards de dollars** pour l'île.

Le groupe terroriste Alpha 66 fêtant ses 50 ans à Miami.

Mais quand il s'agit de l'Amérique latine, son « pré carré », les États-Unis ne s'attaquent pas qu'au portefeuille. Ils ont aussi financé à hauteur de plusieurs dizaines de millions de dollars toutes sortes d'activités pouvant nuire à Cuba, **terrorisme compris**. Ainsi, des groupes comme Alpha-66 et Omega 7, entraînés en Floride, se sont rendus responsables de divers sabotages et attentats (rien qu'en 1960-1961, sur une période de sept mois, la CIA a commandité 110 attentats à la dynamite, a fait placer 200 bombes, et déclenché 800 incendies dans des plantations), faisant de Cuba **l'un des pays au monde qui déplore le plus grand nombre de victimes d'attentats** (**3500 morts** et 10 000 blessés dont plus de 2 000 handicapés à vie). En **1971, la CIA fit importer une épidémie de peste porcine africaine sur l'île, à l'aide de ces organisations terroristes**. En 1981, l'introduction de la dengue hémorragique toucha près de 350 000 personnes à Cuba, et entraîna la mort de 158 d'entre elles dont 101 enfants. Durant toute sa vie, Fidel Castro aura été la cible de **638 tentatives d'assassinats**.

Face à toutes ces menaces, Fidel Castro, qui voulait pourtant la démocratie sur l'île, dut se résigner à accroître la répression, la censure et le poids du parti communiste cubain, qui devint peu à peu le parti unique de l'île.

« Imaginez ce que serait la situation aux États-Unis si, dans la foulée de leur indépendance, une superpuissance leur avait infligé pareil traitement : **jamais des institutions démocratiques n'auraient pu y prospérer** », résume Noam Chomsky. Il est de bon ton de donner, du haut de sa France stable du XXIe siècle, des leçons à Fidel Castro sur le type d'institutions démocratiques qu'il aurait dû mettre en place pour recevoir un brevet de « pays moralement soutenable par l'Occident ». 238 morts causés par le terrorisme djihadiste nous ont récemment amenés à envisager une remise en cause de l'État de droit : multiplions le nombre de victimes par 15, ajoutons-y un blocus terrible, le financement de partis d'opposition par l'étranger et nous comprendrons ce qui a poussé le gouvernement cubain à mettre en place ces mesures autoritaires.

Les droits de l'Homme à Cuba

Il convient encore de citer Noam Chomsky : « **Concernant les violations des droits de l'Homme, ce qui s'est produit de pire [à Cuba] ces quinze dernières années a eu lieu à Guantánamo**, dans la partie de l'île occupée par l'armée américaine, qui y a torturé des centaines de personnes dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». »

Pour ceux qui pensent le contraire (ce qui montre bien le niveau de désinformation qu'il y a quand il s'agit de Cuba) : il y a des élections à Cuba. Ici, le 19 avril 2015 lors du premier tour des élections municipales.

La censure n'a quasiment plus cours à Cuba depuis les années 1990. **Il n'y a aujourd'hui plus un seul opposant politique ou journaliste en prison à Cuba** (or, faut-il le rappeler, les États-Unis étaient en 2005 le 6e pays au monde avec le plus de journalistes en prison, selon Reporters Sans Frontières). Cuba n'a condamné personne à mort depuis 2003 ; **même en 2006, lorsqu'il y eut de nouveaux attentats**, la peine de mort n'a pas été appliquée. Cuba ne s'est jamais rendu coupable de torture. Cuba ne possède pas de police anti-émeute (les CRS en France).

La liste de « prisonniers politiques » fournie par les opposants cubains, sur laquelle les médias occidentaux se basent, ne comprend aujourd'hui plus que des criminels **que même Amnesty International refuse de prendre en compte** parce qu'elle est composée « de gens jugés pour terrorisme, espionnage ainsi que ceux qui ont tenté et même réussi à faire exploser des hôtels » (rapport d'Amnesty International de 2010).

Bien qu'il se pluralise de l'intérieur, le parti unique existe toujours à Cuba. Il faut cependant noter l'existence d'institutions démocratiques inconnues en France, comme le **référendum d'initiative populaire** qui permet de révoquer les élus. **Une forme de démocratie directe existe à Cuba** : les habitants se réunissent en assemblées de quartier pour délibérer sur le choix d'un candidat (il est interdit au parti communiste de désigner un candidat) et peuvent le révoquer à tout instant.

Le bilan de Fidel Castro : le socialisme concret

Si Cuba n'a pas choisi la voie de la démocratie libérale, c'est avant tout pour préserver l'héritage de la révolution, à savoir celui d'un socialisme concret qui vient en aide aux plus démunis et qui s'est instauré (avec réussite) malgré l'embargo. En voici quelques exemples :

A Cuba, **personne ne dort dans la rue**. C'est **le seul pays d'Amérique latine et du tiers-monde à s'être débarrassé de la malnutrition infantile**, selon l'Unicef. L'île a atteint le plein emploi (le taux de chômage y était de 3,2% en 2011). Les inégalités y ont été réduites de près de 30% depuis la révolution (selon l'évolution de l'indice de Gini, qui sert à calculer les inégalités). En 2016, 60% du budget de l'État correspond aux dépenses courantes de maintien des services gratuits de base dont bénéficient tous

les Cubains.

Cuba a, en dépit du blocus, et ce, dès 2015, avant même la date prévue, atteint les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) définis par les Nations Unies.

Au niveau de l'Indicateur de Développement Humain (IDH), Cuba se classe 67e selon l'ONU. Devant le Brésil, la Chine, l'Inde, le Mexique, la Turquie, l'Ukraine, l'Afrique du Sud, l'Iran… **Hors revenus, Cuba se classe même 26e, devant notamment le Royaume-Uni.**

A Cuba, le secteur des travailleurs indépendants et d'autres formes de gestion non-étatique sont aujourd'hui en expansion. 504 000 Cubains travaillent à leur compte : ils sont protégés par le système de sécurité sociale et bénéficient du droit à la retraite – on est donc loin du cliché du pays communiste qui bride la liberté d'entreprendre.

Dès 1961, soit deux ans après la révolution, **Cuba fut l'un des rares pays à avoir éradiqué l'analphabétisme**. Dans le détail, le taux d'alphabétisation des 15-24 ans atteint aujourd'hui les 100%, et celui des adultes 99,8%, **ce qui place Cuba dans le top 5 des pays les plus alphabétisés au monde selon l'ONU**.

L'accès gratuit et universel à l'éducation est garanti à tous les citoyens à Cuba. Selon l'UNESCO, Cuba est le pays qui affiche le meilleur résultat d'Amérique Latine et des Caraïbes en matière d'éducation. Cuba est le pays disposant du plus grand nombre d'enseignants par habitant et du plus faible nombre d'élèves par classe dans le primaire et le secondaire (19 élèves par maître dans le primaire et 15 dans le secondaire).

Trente pays bénéficient du programme d'alphabétisation cubain « Moi aussi je peux » qui a permis d'apprendre à lire et à écrire à plus de 10 millions de personnes.

En 1959, Cuba ne comptait qu'une seule université. Aujourd'hui l'île compte 52 établissements d'enseignement supérieur. Le taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur y était de 95,2% en 2011, soit **le 2e meilleur score du monde** (derrière la Corée du Sud) selon l'ONU. La télévision cubaine diffuse régulièrement des cours du second degré pour la population adulte.

D'après l'ONU, la mortalité infantile à Cuba est de 4,2 pour 1000, soit **le taux le plus faible du continent américain**, (à titre de comparaison, il est de 5,9 pour 1000 aux USA). Toujours selon l'ONU, celui-ci était de 69,86 pour 1000 avant la révolution.

L'espérance de vie à Cuba est de 79,4 ans selon l'ONU. Soit 0,3 ans de plus qu'aux États-Unis et seulement 1 an et demi de moins qu'en Allemagne. C'est le 3e meilleur chiffre d'Amérique derrière le Canada et le Chili. C'est 5 ans de plus que la moyenne de la zone Amérique latine et Caraïbes et **c'est dans la moyenne des pays riches de l'OCDE**.

L'opération « Miracle », lancée en 2004 par le gouvernement cubain, a été à l'origine de 2,6 millions d'interventions chirurgicales pour rendre la vue à des personnes pauvres dans 30 pays d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique.

A Cuba, **l'accès gratuit à tous les services de santé est garanti.** Il y a un médecin pour 137 habitants de l'île, soit **le meilleur ratio au monde**. C'est plus de deux fois plus qu'en France (1 pour 299). Depuis la révolution, 110 000 médecins ont été formés à Cuba. Avant, il n'y en avait que 6 000, dont la moitié a fui le pays lors de la révolution. Cuba est le seul pays au monde à avoir créé un vaccin contre le cancer du poumon et un médicament permettant d'éviter les amputations liées à l'ulcère du pied diabétique.

L'école de médecine de la Havane, **« la plus avancée au monde »** selon le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon, forme aujourd'hui 11 000 jeunes venus de 120 nations. Depuis la révolution, l'île a même déployé 135 000 soignants à travers le monde, lors de catastrophes naturelles ou humanitaires. En reconnaissance de ses efforts, **Fidel Castro fut le premier chef d'État à recevoir la médaille de la Santé pour tous, décernée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS)**. En 2014, l'OMS qualifiait le système de santé cubain « d'exemple à suivre ».

Un an après la révolution, Cuba a interdit la ségrégation raciale, **soit sept ans avant les États-Unis**. La même année, la fédération des femmes cubaines fut crée. L'égalité femme-homme est une réalité sur l'île,

notamment du point de vue salarial. En 2013, Cuba occupait le troisième rang mondial du plus grand pourcentage de femmes élues députés. Elles président 10 des 15 provinces du pays. Alors que l'île comptait plus de 150 000 prostituées dans les années 50, **la prostitution a été éradiquée en 1967** (pas définitivement, hélas, car elle tend à réapparaître ces dernières années : elles seraient entre 12 et 20 000 aujourd'hui selon les opposants). Les prostituées ont été soignées (30 à 40% d'entre elles souffraient de la syphilis), éduquées, logées et réinsérées.

Cuba promeut la prévention en matière d'éducation et de réinsertion sociale pour éviter la délinquance. C'est l'un des pays les plus sûrs d'Amérique latine : le taux d'homicide volontaire y est de 4,2 pour 100 000 habitants (contre une moyenne de 23 pour 100 000 en Amérique latine). Cuba est le pays d'Amérique Latine qui enregistre le moins de violences contre les enfants.

Libertés individuelles ou libertés collectives ?

« Hop ! Confisqué ! »

Contredire les mensonges répandus à propos de Cuba n'empêche évidemment pas de jeter un regard critique sur les erreurs commises par le gouvernement, comme pour n'importe quel autre pays, à n'importe quel moment de l'histoire. Mais on ne peut déclarer que la révolution a été volée d'un coup par un « régime dictatorial ». Car **le gouvernement cubain a toujours été cohérent dans ce qu'il a accompli.** La même logique, le même objectif, ont été poursuivis de A à Z.

Le clivage à propos de Cuba devrait se résumer ainsi : si l'on pense que les libertés collectives priment sur les libertés individuelles, alors on soutient

Cuba ; si l'on pense l'inverse, alors on condamne. Les deux ne sont évidemment pas contradictoires, et certains gouvernements ont même décidé de ne pas choisir. Prenons l'exemple de deux d'entre eux : le Chili de Salvador Allende et le Venezuela d'Hugo Chavez.

Salvador Allende et Fidel Castro.

Salvador Allende, malgré les menaces que faisaient planer les États-Unis depuis son élection en 1971, a décidé de rester démocrate jusqu'au bout, avec la fin qu'on connaît : le putsch de 1973 mené par le général Pinochet, qui fit 3 à 4 000 morts et contraignit Allende au suicide, le Chili devenant alors une dictature militaire ultralibérale pour les vingt années qui suivirent.

Au Venezuela, le même scénario faillit se reproduire : en 2002, un coup d'État eut lieu, et Chavez, élu démocratiquement, aurait dû être fusillé dans la foulée. Mais le peloton d'exécution refusa d'obtempérer et il eût la vie sauve. La révolte des militaires et de la population contraignit les putschistes à renoncer.

Au Chili, les États-Unis ont préparé le terrain pour que le coup d'état se produise, l'ont piloté en sous main et l'ont officiellement soutenu. Au Venezuela, les putschistes furent financés par les États-Unis et la CIA fut directement impliquée.

A l'aune de ces exemples, et de toutes les tentatives de déstabilisation états-uniennes à Cuba citées plus haut, on comprend bien qu'il va falloir prendre en compte le fait suivant : **non, Cuba n'avait pas, et n'a jamais eu, le choix d'être une démocratie libérale**. C'est à contre-cœur, et contraint et forcé par les agressions états-uniennes, que Fidel Castro a mis en place des mesures liberticides à Cuba. Il faut également prendre en compte un autre élément : **beaucoup de démocraties dans le tiers-monde sont des farces**. Regardez par exemple la Colombie, où l'on compte depuis le début de l'année, 70 assassinats de proches du parti socialiste, ou le Honduras, où dès qu'un président un peu trop de gauche est élu, hop !, les militaires font un coup d'État avant de réorganiser des

élections.

Ce sont tous des pays où une large part de la population est maintenue dans l'extrême pauvreté, où la violence et la corruption sont reines et où les gouvernements pratiquent régulièrement les « disparitions », l'assassinat et la torture. Comme Fidel Castro le rappelait souvent : A quoi sert la démocratie ou la liberté d'expression dans un pays qui compte 50% d'analphabètes ? Dans un pays où une grande partie de la population meurt de faim ou de maladie ? L'éducation, la médecine, la répartition des richesses : **toute démocratie n'est que comédie sans ces libertés collectives préalables**.

Aristote, dans *Les Politiques*, avait déjà bien compris que **l'objectif d'un État n'est en rien la forme de ses institutions, mais sa capacité à agir ou non dans l'intérêt de son peuple**. Il n'aura échappé à personne la façon dont les peuples reçoivent, chaque fois, ceux qui tentent d'imposer la « démocratie libérale » dans leur pays. La première volonté des peuples est d'abord de se libérer des puissances qui les étranglent et de pouvoir vivre par eux-mêmes : **ça s'appelle la souveraineté nationale**. C'est là que réside la clé pour comprendre Cuba : plus que tout, **le génie de Fidel Castro, c'est d'avoir su interpréter, et appliquer, la volonté générale de son peuple**. Les Cubains lui en sont reconnaissants, notamment car ils ont été les premiers acteurs de la transformation de l'île. Les centaines de milliers de Cubains à s'être réunis aux quatre coins du pays pour saluer la mémoire du Comandante en sont la parfaite illustration.

« L'homme est né libre, et partout il est dans les fers. » Ainsi débute le Contrat Social *de Jean-Jacques Rousseau. Discours de Fidel Castro à l'ONU, sur les « fers » dans lesquels se trouvent les peuples pauvres du monde entier. (Pensez à activer les sous-titres !)*

Je vous laisse, je m'en vais taguer « Hollande a renoncé » sur le mur du Ritz, comme mon pays démocratique me le permet. Et si tel n'est pas le cas, si par malheur je me fais embarquer au commissariat, alors il faudra en conclure que je suis un prisonnier politique. Amnesty International, j'attends vos retweets.

En complément :

Cuba, tête de gondole du tiers-mondisme, par Sulio Barret–Mahric

Sources :

http://hdr.undp.org/en/data

http://www.lesamisdecuba.com/57-realites-de-la-revolution-cubaine-en-2015/

http://geopolis.francetvinfo.fr/castro-le-succes-de-la-politique-de-la-sante-a-cuba-99099

http://www.france24.com/fr/20140919-ebola-epidemie-cuba-sante-medecine-qualite-soins-sierra-leone-

http://insaniyat.revues.org/13926

http://www.voltairenet.org/article131739.html

http://www.mondialisation.ca/cuba-la-france-les-etats-unis-et-la-question-des-droits-de-lhomme/5565207

http://fr.granma.cu/mundo/2015-09-04/cuba-a-atteint-les-objectifs-du-millenaire-pour-le-developpement-malgre-le-blocus

https://www.cpj.org/fr/2013/12/journalistes-emprisonnes-dans-le-monde-le-2e-total.php

https://fr.wikipedia.org/wiki/Politique_%C3%A0_Cuba

https://fr.wikipedia.org/wiki/Embargo_des_%C3%89tats-Unis_contre_Cuba

https://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_Helms-Burton

https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9barquement_de_la_baie_des_Cochons

https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89v%C3%A9nements_cubains_attribu%C3%A9s_aux_%C3%89tats-Unis_par_le_gouvernement_cubain

https://fr.wikipedia.org/wiki/Coup_d'%C3%89tat_de_2002_au_Venezuela

https://fr.wikipedia.org/wiki/Coup_d'%C3%89tat_du_11_septembre_1973_au_Chili